

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 94

[S - C - 2002/29575]

3 OCTOBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française rendant obligatoires les décisions de la Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel des 24 mai 2002 relative à l'organigramme des fonctions de puériculteur, kinésithérapeute, logopède et infirmier en enseignement spécial et 21 août 2002 adoptant un commentaire annexe à la décision du 24 mai 2002 précitée

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné tel que modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 10 avril 1995, 25 juillet 1996, 24 juillet 1997, 6 avril 1998, 2 juin 1998, 17 juillet 1998 et 8 février 1999, notamment l'article 97;

Vu la demande de la Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel;

Sur proposition du Ministre chargé de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la décision du 24 mai 2002 de la Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel relative à l'organigramme des fonctions de puériculteur, kinésithérapeute, logopède et infirmier en enseignement spécial et libellée comme suit :

« Chapitre I^{er}. — Champ d'application

Article 1^{er}. La présente section s'applique à tous les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel ainsi qu'aux membres de leur personnel puériculteur; kinésithérapeute, logopède et infirmier soumis au décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné.

Article 2. L'emploi dans la présente décision des noms masculins pour les différentes professions paramédicales dont question est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Chapitre II. — La fonction de puériculteur

Article 3. S'inscrivant dans un contexte éducatif, le puériculteur participe, selon ses compétences, au projet d'autonomie de l'enfant handicapé.

Ses activités sont donc multiples et diversifiées, soit dans un cadre individuel, soit dans un cadre collectif.

Si des élèves doivent prendre des médicaments, à défaut d'un personnel infirmier, il assume cette tâche sur base d'une prescription médicale.

Il peut être amené à collaborer avec ses collègues enseignants ou non.

En aucun cas il ne se voit confier seul la surveillance d'un groupe, sa mission est une mission d'accompagnement du groupe et d'aide aux élèves et à la personne responsable de ceux-ci.

Conformément aux dispositions prises en conseil de classe, il participe à des activités visant le développement psychomoteur et la socialisation des élèves et s'y investit au niveau de l'animation.

Il participe aux conseils de classe où il apporte son éclairage particulier.

Il assure le suivi des activités d'autonomie dans le cadre d'une collaboration entre les différents intervenants.

Chapitre III. — La fonction de kinésithérapeute

Article 4. Le kinésithérapeute établit le bilan postural, moteur ou fonctionnel de l'élève. Il en fait part au conseil de classe et établit avec celui-ci le plan des rééducations.

Il peut être amené, exceptionnellement, à prendre en charge des groupes d'élèves restreints déterminés en conseil de classe et à collaborer avec le professeur d'éducation physique lors des activités de piscine ou avec le personnel enseignant à l'occasion d'activités de psychomotricité ou d'apprentissages professionnels. Il va de soi qu'il s'agit d'une collaboration, non d'une substitution.

Son rôle éducatif reste entier en matière de correction des attitudes lors de l'ensemble des activités scolaires. Il peut être, à ce titre, associé à des activités collectives.

Il assure le suivi des activités psychomotrices dans le cadre d'une collaboration entre les différents intervenants.

Chapitre IV. — La fonction de logopède

Article 5. Le logopède établit le bilan logopédique de l'élève. Il en fait part au conseil de classe et établit avec celui-ci le plan des rééducations en rapport avec sa compétence.

Il peut être appelé, exceptionnellement, à prendre en charge des groupes d'élèves restreints déterminés en conseil de classe; s'il est amené à collaborer avec le personnel enseignant dans des activités requérant un nombre plus important d'élèves, en aucun cas il ne sera amené à prendre en charge seul un tel groupe.

Les prises en charge en logopédie favorisent l'autonomie des élèves par le biais d'une communication verbale, non verbale ou écrite satisfaisantes. En aucun cas on ne demandera au logopède de se substituer aux enseignants, mais bien de collaborer avec ceux-ci.

Il assure le suivi des activités de langage dans le cadre d'une collaboration entre les différents intervenants.

Chapitre V. — La fonction d'infirmier

Article 6. L'infirmier assure le suivi « santé » de l'élève dans l'établissement, en lien avec le cadre familial ou institutionnel et avec les intervenants extérieurs concernés.

Il en fait part au conseil de classe qui détermine la meilleure manière d'assurer ce suivi. Il peut être amené, dans le cadre de ses compétences, à collaborer à des activités d'éducation à la santé et à la prévention.

Chapitre VI. — Organisation du travail

Article 7. D'une manière générale, c'est le règlement de travail qui détermine les règles en matière d'organisation du travail.

L'organisation du travail se fait sous la responsabilité de l'employeur et sous la direction du chef d'établissement.

Le personnel paramédical complétera les documents éventuels demandés par celui-ci (fiches de rééducation, évaluation des prises en charge, documents de conseil de classe, etc.) à concurrence d'un dixième de sa charge.

L'horaire individuel des prises en charge des élèves sera organisé en concertation avec le personnel enseignant.

Le conseil de classe détermine de manière concertée la nature, la fréquence et la durée des interventions.

En cas d'absence d'un élève au moment de sa rééducation, le personnel paramédical concerné peut, notamment, consacrer la ou les périodes libérées à des travaux d'investigation dans les dossiers d'élèves, à l'élaboration de comptes-rendus d'évolution des élèves suite aux prises en charge, à des contacts avec le médecin de famille ou toute personne habilitée à s'occuper de l'élève.

Dans l'enseignement fondamental, lorsque le personnel paramédical aide le personnel enseignant et le personnel auxiliaire d'éducation dans leurs charges de surveillance, ce personnel paramédical ne pourra en aucun cas assurer seul la responsabilité d'un groupe. Ces aides à la surveillance, décidées dans les organes légaux de concertation font, bien entendu, partie intégrante de la charge.

Si des actes thérapeutiques doivent être posés, ils le seront sous la responsabilité du médecin de tutelle.

Chapitre VII. — Durée de validité

Article 8. La présente décision est conclue pour une période indéterminée et entre en vigueur au 1^{er} septembre 2002.

Chaque partie peut la dénoncer moyennant préavis de six mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel.

Article 9. Les parties signataires recommandent à leurs mandants de joindre la présente décision en annexe aux règlements de travail des établissements scolaires concernés. ».

Art. 2. Est rendue obligatoire la décision du 21 août 2002 de la commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel adoptant un commentaire annexe à la décision du 24 mai 2002 de la même commission relative à l'organigramme des fonctions de puériculteur, kinésithérapeute, logopède et infirmier en enseignement spécial et libellée comme suit :

« Alinéa 3 : concernant : « le dixième de la charge » consacré à des travaux administratifs.

a) La Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel a estimé préférable de fixer un pourcentage de prestations réservées à des tâches

« administratives » plutôt qu'un nombre linéaire de périodes réservées à ces mêmes tâches en raison du nombre important de membres du personnel paramédical occupés à temps partiel dans l'enseignement spécial libre confessionnel.

b) Pourquoi un dixième (10 %) ?

Par référence à la circulaire ministérielle du 24 avril 1980, point 3.1.2.6, page 6.

Alinéa 6 : concernant le terme « notamment ».

Par « notamment » au chapitre VI, article 7, alinéa 6, la Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel entend non seulement les tâches telles que reprises audit alinéa mais aussi, une prise en charge d'un élève en remplacement d'un élève absent, en conformité avec les alinéas 2 et 5 du présent article. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Art. 4. Le Ministre qui a dans ses attributions le statut des membres du personnel de l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 3 octobre 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique;
R. DEMOTTE

VERTALING
 MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 94

[S - C - 2002/29575]

3 OKTOBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij worden bindend verklaard de besluitvormingen van de Paritaire Commissie voor het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs van 24 mei 2002 betreffende de functiebeschrijving van de ambten van kinderopvoeder, kinesitherapeut, logopedist en verpleger in het buitengewoon onderwijs en van 21 augustus 2002 houdende goedkeuring van een commentaar toegevoegd aan de besluitvorming van voormelde besluitvormingen van 24 mei 2002

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, zoals gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 10 april 1995, 25 juli 1996, 24 juli 1997, 6 april 1998, 2 juni 1998, 17 juli 1998 en 8 februari 1999, inzonderheid op artikel 97;

Gelet op het verzoek van de Paritaire Commissie voor het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs;

Op de voordracht van de Minister belast met de Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van 3 oktober 2002 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Wordt bindend verklaard de besluitvorming van 24 mei 2002 van de Paritaire Commissie voor het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs betreffende de functiebeschrijving van de ambten van kinderopvoeder, kinesitherapeut, logopedist en verpleger in het buitengewoon onderwijs, luidend als volgt :

« Hoofdstuk I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze afdeling is van toepassing op alle inrichtende machten van de onderwijsinrichtingen die onder de bevoegdheid vallen van de Paritaire Commissie voor het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs alsook op hun personeelsleden die kinderopvoeder, kinesitherapeut, logopedist en verpleger zijn en die onderworpen zijn aan het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Artikel 2. Het gebruik in deze besluitvorming van mannelijke benamingen voor de verschillende paramedische beroepen waarvan sprake is gemeenschaptig om de leesbaarheid van de tekst te vergemakkelijken onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de feminisatie van de benamingen van de beroepen.

Hoofdstuk II. — Het ambt van kinderverpleger

Artikel 3. In de lijn van een opvoedingscontext, werkt de kinderopvoeder mee aan het project om de autonomie van het gehandicapte kind te verhogen.

Zijn activiteiten zijn dus verscheiden en uiteenlopend, hetzij in een individueel, hetzij in een collectief kader.

Indien leerlingen geneesmiddelen moeten nemen, voert hij, bij gebrek aan verzorgend personeel, die taak uit op basis van een medisch voorschrift.

Hij kan ertoe gebracht worden samen te werken met zijn collega's die al dan niet in het onderwijs staan.

In geen geval wordt hem alleen de oppassing van een groep opgelegd; zijn opdracht bestaat erin de de groep te begeleiden en hulp te verlenen aan de leerlingen en aan de persoon die voor hen verantwoordelijk is.

overeenkomstig de besluitvormingen genomen in de klasraad, neemt hij deel aan de activiteiten voor de psychomotorische ontplooiing en de socialisatie van de leerlingen en zet hij zich in op het vlak van de animatie.

Hij woont de klasraden bij waar hij zijn persoonlijke visie te kennen geeft.

Hij zorgt voor de opvolging van de activiteiten inzake autonomie in het kader van een samenwerking onder de verschillende optredende personen.

Hoofdstuk III. — Het ambt van kinesitherapeut

Artikel 4. De kinesitherapeut maakt de balans op van de leerling op postuur, motorisch of functioneel vlak. Hij geeft er kennis van in de klasraad en stelt met hem de planning voor de revalidatie op. Hij kan uitzonderlijk worden verzocht de verantwoordelijkheid voor beperkte leerlingengroepen die in de klasraad worden samengesteld op zich te nemen en met de leraar lichamelijke opvoeding samen te werken tijdens de activiteiten in het zwembad of met het onderwijzend personeel ter gelegenheid van activiteiten op het vlak van de psychomotorische oefeningen of vakopleidingen. Het spreekt vanzelf dat het over een samenwerking gaat, en niet over een substitutie.

Hij bewaart een volle educatieve rol wat de rechtekking van de houdingen betreft tijdens de schoolactiviteiten in hun geheel. In deze hoedanigheid kan hij betrokken worden bij collectieve activiteiten.

Hij zorgt voor de follow-up van de psychomotorische activiteiten in het kader van een samenwerking tussen de verschillende optredende personen.

Hoofdstuk IV. — Het ambt van logopedist

Artikel 5. De logopedist schets de toestand van de leerling op logopedisch vlak op.

Hij geeft er mededeling van aan de klasraad en stelt met hem de planning op voor de revalidatie overeenkomstig zijn bevoegdheid. Hij kan uitzonderlijk worden verzocht de verantwoordelijkheid voor beperkte leerlingengroepen die in de klasraad worden samengesteld op zich te nemen; indien hij ertoe gebracht wordt samen te werken met het onderwijzend personeel voor activiteiten die een groter aantal leerlingen vereisen, wordt hij er nooit toe gedwongen alleen de verantwoordelijkheid voor een dergelijke groep op zich te nemen.

De tenlasteneming op logopedisch vlak speelt in het voordeel van de autonomie van de leerlingen via een mondelinge, nietmondelinge of schriftelijke mededeling, die elk voldoening geeft. In geen geval wordt er aan de logopedist gevraagd zich in de plaats te stellen van de leerkrachten, maar wel met hen samen te werken.

Hij zorgt voor de follow-up van de activiteiten op taalgebied in het kader van een samenwerking tussen de verschillende optredende personen.

Hoofdstuk V. — Het ambt van verpleger

Artikel 6. De verpleger zorgt voor de follow-up op het vlak van de "gezondheid" van de leerling in de inrichting, in osmose met de familiale of institutionele context en met de betrokken optredende externe personen.

Hij geeft er kennis van aan de klasraad die de best geschikte manier bepaalt om de follow-up te verzekeren.

In het kader van zijn bevoegdheden kan hij ertoe gebracht worden mede te werken aan opleidingactiviteiten inzake gezondheid en preventie.

Hoofdstuk VI. — Organisatie van de arbeid

Artikel 7. Op algemeen vlak bepaalt het arbeidsreglement de regels inzake organisatie van de arbeid.

De organisatie van de arbeid valt onder de verantwoordelijkheid van de werkgever en onder de leiding van het inrichtingshoofd. Het paramedisch personeel vult eventueel de documenten in die door deze laatste worden gevraagd (steekkaarten over revalidatie, evaluatie van de verschillende reeksen van tenlasteneming, documenten van de klasraad, enz.) ten belope van een tiende van zijn arbeidsprestatie.

De individuele uurrooster van de verschillende reeksen van tenlasteneming van de leerlingen wordt georganiseerd in overleg met het onderwijzend personeel.

De klasraad bepaalt na overleg de aard, de frequentie en de duur van de interventies.

Bij afwezigheid van een leerling op het ogenblik van zijn revalidatie kan het betrokken paramedisch personeel onder meer de vrijgekomen lestijd(en) wijden aan investigatie-activiteiten in de dossiers van de leerlingen, aan de uitwerking van verslagen over de evolutie van de leerlingen ten gevolge van de tenlasteneming, aan contacten met de huisdokter of met gelijk welke andere persoon die gemachtigd is zich met de leerling in te laten.

In het basisonderwijs, wanneer het paramedisch personeel hulp verleent aan het onderwijzend personeel en aan het opvoedend hulppersoneel in hun opdrachten van toezicht, mag dit paramedisch personeel in geen enkel geval alleen verantwoordelijk gesteld worden voor een groep. Deze hulpverlening voor het toezicht, die door de wettelijke overlegorganen wordt beslist, maken wel te verstaan deel uit van de opdracht zelf.

Indien er therapeutische handelingen moeten uitgevoerd worden, worden zij gesteld onder de verantwoordelijkheid van de toezichthoudende geneesheer.

Hoofdstuk VII. — Geldigheidsduur

Artikel 8. Deze besluitvorming wordt voor onbepaalde duur overeengekomen en treedt in werking op 1 september 2002.

Elke partij kan die besluitvorming opzeggen mits een vooropzegtermijn van zes maanden, ter kennis gebracht bij een ter post aangetekende brief en gericht tot de voorzitter van de Paritaire Commissie voor het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs.

Art. 9. De ondertekenende partijen raden aan hun lastgevers aan deze besluitvorming bij de arbeidsreglementen van de betrokken onderwijsinrichtingen te voegen. »

Art. 2. Wordt bindend verklaard de besluitvorming van 21 augustus 2002 van de Paritaire Commissie voor het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs houdende goedkeuring van een commentaar toegevoegd aan de besluitvorming van voormelde besluitvormingen van 24 mei 2002 van dezelfde commissie betreffende de functiebeschrijving van de ambten van kinderopvoeder, kinesitherapeut, logopedist en verpleger in het buitengewoon onderwijs, luidend als volgt :

« Lid 3 : wat "het tiende van de arbeidsprestatie" betreft gewijd aan administratieve werkzaamheden

a) De Paritaire Commissie voor het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs heeft geoordeeld dat het verkieslijker is een percent te bepalen voor de prestaties voorbehouden voor

"administratieve" werkzaamheden eerder dan een lineair aantal arbeidsprestaties voorbehouden voor diezelfde werkzaamheden, omwille van het belangrijk aantal leden van het paramedisch personeel, die deeltijds tewerkgesteld zijn in het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs.

b) Waarom een tiende (10 %) ?

Onder verwijzing naar de ministeriele omzendbrief van 24 april 1980, punt 3.1.2.6 bdz 6.

Lid 6 : wat het woord "onder andere" betreft.

Onder "onder andere" in hoofdstuk VI, artikel 7, lid 6 wordt er door de Paritaire Commissie voor het buitengewoon confessioneel vrij onderwijs verstaan niet alleen de opdrachten zoals zij in bedoeld lid zijn vermeld maar ook een tenlasteneming van een leerling ter vervanging van een afwezige leerling, overeenkomstig de leden 2 en 5 van dit artikel. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2002.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van de leden van het onderwijspersoneel behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 oktober 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
R. DEMOTTE